



**HAL**  
open science

# La Guerre, une résultante du capitalisme et de la globalisation

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. La Guerre, une résultante du capitalisme et de la globalisation. Guerres et conflits économiques, Université Pierre Mendès France Grenoble, 2004. hal-02553750

**HAL Id: hal-02553750**

**<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02553750>**

Submitted on 24 Apr 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# **La Guerre une résultante du capitalisme et de la globalisation**

**Jacques Fontanel**

**In**

**Guerres et conflits économiques  
Fragments de cours  
Université Pierre Mendès France  
Grenoble, 2004**

Résumé : Le capitalisme est un facteur de guerre, notamment dans toute la pensée marxiste. Les contradictions inhérentes au fonctionnement du Capital conduiront inéluctablement à la fin d'un système, au besoin par l'utilisation des armes qui ont servi à sa survie provisoire. Inéluctablement, le capitalisme développe un processus de globalisation qui, lui-même, est au final belligère, en entretenant quotidiennement une guerre économique qui écrase le prolétariat ou les travailleurs. Les superstructures étatiques participent à l'exploitation en répondant aux attentes du marché et de ses firmes multinationales, ce qui, de surcroît, porte aussi atteinte à une vraie démocratie.

Capitalism is a factor of war, especially in all Marxist thought. The contradictions inherent in the functioning of Capital will inevitably lead to the end of a system, if necessary by the use of the weapons that have served for its provisional survival. Inevitably, capitalism develops a process of globalisation which, itself, is ultimately belligerent, maintaining daily an economic war that crushes the proletariat or the workers. State superstructures participate in exploitation by responding to the expectations of the market and its multinational firms, which, moreover, also undermines true democracy.

Capitalisme, guerre, globalisation, marxisme, prolétariat  
Capitalism, war, globalization, Marxism, proletariat

La guerre est souvent analysée comme le résultat de structures sociales mises en place. Ainsi, pour les auteurs marxistes, le capitalisme porte en lui les germes de la violence et du conflit. Pour d'autres auteurs radicaux, le processus de globalisation d'aujourd'hui est un facteur d'inégalités et de conflits armés potentiels

### **I. – Le capitalisme comme facteur de guerre**

La guerre appartient au domaine de la superstructure et elle est conditionnée par les rapports sociaux antagonistes. La paix mondiale n'a pas de vertu morale en elle-même. C'est la lutte des classes qui constitue un facteur inéluctable de guerre, elle conduit inexorablement à la guerre civile. La paix à long terme est incompatible avec la pérennité du système capitaliste. Pour Rosa Luxembour, les dépenses militaires diminuent les difficultés rencontrées dans l'écoulement des produits et elles assurent donc la survie du capitalisme. C'est la théorie de la sous-consommation. Autrement dit, le capitalisme est si puissant qu'il crée un surplus de richesse par rapport à la demande solvable, provoquant ainsi une surproduction permanente. Pour éviter ce surplus, les dépenses militaires improductives assurent la stabilité du système capitaliste. Cependant, les contradictions inhérentes au fonctionnement du Capital conduisent nécessairement à la disparition du capitalisme, au besoin par l'utilisation des armes qui ont servi à sa survie provisoire.

Cependant, Marx, Engels et leurs épigones n'ont pas à proprement parler développé de théorie de la guerre, sauf à considérer celle-ci comme le prolongement direct de la lutte des classes. La difficulté majeure pour ce corpus théorique réside en fait dans la question de l'autonomie de la politique étatique par rapport à la sphère économique. Il est d'ailleurs remarquable que le grand théoricien de la « guerre économique », Boukharine, ait développé une théorie qui, dans une certaine mesure, remettait en cause le déterminisme économique pur. Pour lui, au stade du capitalisme d'Etat, ce dernier a un rôle économique et son action est déterminante dans l'évolution des

structures économiques internationales, lesquelles sont marquées par une concurrence accrue, conduisant les gouvernements à prendre des mesures agressives de « guerre économique », susceptibles, à terme, de dégénérer en conflits armés. Cette analyse de Boukharine autour de la question spécifique de la guerre économique n'a eu que peu de prolongements dans le courant marxiste, du fait de la domination idéologique du concept de matérialisme historique.

Pour les théories de l'impérialisme, la guerre constitue un thème fondamental du capitalisme. La concurrence entre les Etats développés pour le partage des marchés extérieurs et pour l'exportation des capitaux est une nécessité des lois de la baisse et de l'égalisation tendancielle des taux de profit, maladie mortelle du capitalisme. Or, si la pensée marxiste est surtout marquée par le concept de lutte des classes (qui fait plutôt référence à une guerre civile), le concept d'impérialisme explique, qu'à un certain stade de son développement, le capitalisme est aussi producteur de conflits entre les Etats, ceux-ci étant dominés par les classes bourgeoises nationales. Les conflits internationaux sont un résultat inéluctable des contradictions du capitalisme. Dans ces conditions, le désarmement n'a de sens que dans la construction d'un nouveau système, rejetant la domination de la classe bourgeoise au profit du prolétariat. Pour Hilferding<sup>1</sup>, le capitalisme a atteint un nouveau stade de son développement, celui de la concentration du capital financier, marqué par le renforcement du rôle de l'Etat comme promoteur des intérêts nationaux à l'étranger. L'armée est au service des grandes entreprises multinationales et la militarisation de la société est inéluctable. Le désarmement n'est concevable que dans le cadre de la production planifiée. Pour Rosa Luxembourg<sup>2</sup>, les contradictions internes du capitalisme conduisent les puissances impérialistes à entrer en guerre. Le militarisme est une caractéristique de l'impérialisme et ce d'autant plus que le secteur militaire dégage une plus value supérieure à celle des autres secteurs de l'économie. Si les dépenses militaires sont à la source de nouveaux marchés, elles conduisent inéluctablement soit aux conflits impérialistes, soit à un accroissement du rôle économique et financier de l'Etat. Cet Etat conquérant vers l'intérieur et vers l'extérieur a besoin des dépenses militaires pour exercer son contrôle économique. Dans ces conditions, le désarmement n'a de sens qu'après l'avènement au pouvoir du prolétariat. En 1916, Lénine

---

<sup>1</sup> Hilferding R., (1910), *Le capital financier, étude sur le développement récent du capitalisme.*

<sup>2</sup> Luxembourg R., (1913), *L'accumulation du capital*, Maspéro, Paris, 1967.

affirme le caractère systémique des guerres, en germe dans le fonctionnement même du mode de production capitaliste<sup>3</sup>. Les guerres sont le résultat des tentatives de nouveaux partages des marchés extérieurs entre les grandes puissances impérialistes. La première guerre mondiale correspond à la montée de la puissance économique allemande face au déclin des capitalismes britanniques et français. Une entente durable entre les grandes puissances impérialistes n'est pas envisageable. En outre, la disparition de l'Etat bourgeois<sup>4</sup> ne peut se faire sans la dictature du prolétariat en vue de protéger les acquis de la révolution. Dans ces conditions, le militarisme prolétarien est indispensable, pour lutter contre l'impérialisme dominant. Ces idées seront reprises par le modèle de « production prolétarienne militarisée » de Boukharine<sup>5</sup>, qui conduit certes à des gaspillages, mais aussi à des développements technologiques utiles pour assurer, à terme, la prospérité économique au retour de la paix. Dans ces conditions, le désarmement n'est pas d'actualité.

Pour Baran et Sweezy, les équipements militaires sont des biens uniques à spécification unique n'ayant pas d'usage alternatif, ce qui rend difficile la référence à un prix de marché pour en fixer la valeur. Ils entrent difficilement dans le processus de la concurrence<sup>6</sup>. Les entreprises militaires peuvent alors bénéficier de surprofits, sans pour autant supporter le poids de la concurrence et de l'incertitude<sup>7</sup>. Il existe une autonomie de la production militaire, qui avait déjà été soulignée par Rosa Luxembourg. « Le pouvoir d'achat des énormes masses de consommation, concentré sous la forme de commandes de matériels militaires faites par l'Etat, sera soustrait à l'arbitraire, aux oscillations subjectives de la consommation individuelle ; l'industrie d'armement sera douée d'une régularité presque automatique, d'une

---

<sup>3</sup> Lénine V.O., (1916), *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Editions sociales, Paris, 1971.

<sup>4</sup> Lénine V.O., (1917), *L'Etat et la révolution*, Editions sociales, Paris, 1969.

<sup>5</sup> Boukharine N., (1915), *L'économie mondiale et l'impérialisme*, Editions Anthropos, Paris, 1969 – Boukharine N., (1920), *L'économie de la période de transition*,

<sup>6</sup> Baran P. et Sweezy P., (1966), *Le capitalisme monopoliste d'Etat*, Traduction française par Christos Passadeos (1968), Maspéro, Paris, *op. cit.* p. 189.

<sup>7</sup> Marx lui-même avait mis en évidence l'existence de ce type de production. « Un surprofit peut encore résulter du fait que certains secteurs de la production sont en mesure de se soustraire à la conversion de leurs valeurs marchandes en prix de production, donc à la réduction de leurs profits au profit moyen ». Marx (1860), *Capital*, III in *Œuvres II*, « Bibliothèque de la Pléiade », n° 204, Gallimard, Paris, p. 990.

croissance rythmique »<sup>8</sup>. Pour Baran et Sweezy, « la structure de l'économie du capitalisme monopoliste est telle qu'un volume constamment croissant de surplus ne pourrait tout simplement pas être absorbé par des voies privées, si d'autres débouchés n'existaient pas, un tel surplus ne serait pas produit. Ce que le gouvernement absorbe s'ajoute et ne se retranche pas au surplus privé »<sup>9</sup>. Le *New Deal* n'a pas permis de sortir l'économie américaine du marasme, ce sont plutôt les dépenses militaires de la seconde guerre mondiale qui ont permis une forte croissance. Les dépenses militaires constituent bien une solution majeure aux contradictions du capitalisme. « Il semble qu'ici, le capitalisme monopoliste ait définitivement trouvé la réponse à la question de savoir dans quel domaine doivent s'effectuer les dépenses gouvernementales pour empêcher le système de sombrer dans les marais de la stagnation. Il s'agit d'acheter des armes, des armes encore et toujours des armes »<sup>10</sup>.

La thèse de l'économie des armes permanentes suggère que les dépenses militaires exercent une influence positive sur les profits, la technologie capitaliste et la demande de travail. Ron Smith conteste cette analyse préférant situer le besoin d'armement du capitalisme dans la lutte contre le communisme, le maintien de l'hégémonie américaine et la volonté de conserver l'ordre international existant. Ernest Mandel affirme que l'État, par ses commandes régulières et fiables, stimule certes le secteur militaire, mais il assure ainsi la relance générale et le plein emploi. Cette militarisation de l'économie est inhérente au capitalisme. Enfin, Gunder Franck considère que le colonialisme est la cause originelle et permanente du sous-développement. La puissance militaire permet l'exploitation des autres nations, soit par l'occupation du territoire, soit par l'intimidation, soit par la mise en place au pouvoir de collaborateurs nationaux. Les dépenses militaires constituent cependant un énorme gaspillage de ressources ; cette marchandise ne participe pas au processus de reproduction sociale, car il ne présente pas toutes les caractéristiques d'un bien de consommation contribuant à la reconstitution de la force de travail, ni celles d'un bien de production participant au renouvellement de l'équipement technologique. Il s'agit d'une consommation improductive, ne produisant aucune richesse et affirmant la répression des classes prolétaires du monde. Cette conception a été

<sup>8</sup> Luxemburg R., *Die Akkumulation des Kapitals*, p. 379, Traduction française par Mandel, (1972), *op. cit.* p. 184, tome II.

<sup>9</sup> Baran et Sweezy, *op. cit.*, p. 139.

<sup>10</sup> *Ibid.*, *op. cit.*, p. 194.

abandonnée par les économistes soviétiques à la fin des années 1960 ; ils admettent en effet la possibilité, au moins provisoire, d'un désarmement sans disparition du capitalisme, compte tenu de l'importance des complexes militaro-industriels et de la nécessité de les combattre. La thèse selon laquelle la lutte pour la paix constitue la forme supérieure de la lutte des classes va être alors abandonnée dès le 27<sup>e</sup> Congrès du PCUS. L'idée est alors d'insister sur l'autonomie croissante du complexe militaro-industriel, véritable parasite des secteurs civils, interdisant notamment la diffusion de la haute technologie au secteur civil.

Cette analyse a été critiquée. Ainsi, pour Szymanski<sup>11</sup> si les dépenses militaires réduisent le chômage, elles ne sont pas à même de lutter contre la stagnation. Pour Ron Smith<sup>12</sup>, d'autres dépenses publiques sont plus efficaces pour remédier à la surproduction du système capitaliste et les dépenses militaires ont d'autres fonctions que celles d'assurer la demande. Baran et Sweezy passe trop rapidement de la corrélation à la causalité.

Pour la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat, le mode de production capitaliste connaît des crises, a véritable limite de la production étant le capital lui-même<sup>13</sup>. Il est condamné à disparaître pour avoir trop bien réussi. Les industries de défense offrent aux capitalistes les avantages des mécanismes du marché, sans les inconvénients. L'Etat finance la recherche-développement, il garantit les débouchés par ses commandes à long terme et ses aides aux exportations<sup>14</sup>. Pour Claude Serfati<sup>15</sup>, la mondialisation s'inscrit dans une dynamique régressive du capitalisme. Elle produit une crise mondiale inéluctable, avec une paupérisation des plus pauvres. Dans ces conditions, la guerre est toujours présente dans le destin des hommes. Kenneth Arrow rappelle opportunément que le précédent âge de la globalisation, fin du XIX<sup>e</sup> siècle, début du XX<sup>e</sup> siècle, a culminé avec la Première Guerre mondiale. Ce qui démontre que l'ouverture des frontières n'est pas une étape nécessaire vers la paix. Pourtant, les

<sup>11</sup> Szymanski A., (1973), « Military spending and economic stagnation », *American Journal of Sociology*, vol.79, n°3, mai, pp. 1462-77.

<sup>12</sup> Smith R., (1977), « Military Expenditure and Capitalism », *Cambridge Journal of Economics*, vol.1, n°1, pp. 61-76.

<sup>13</sup> Boccard P., (1973), *Etudes sur le capitalisme monopoliste d'Etat, sa crise et son issue*, Collection « Economie et Politique », Les Editions Sociales, Paris.

<sup>14</sup> Boutillier S., Uzunidis D., (1994), *Force technologique et domination économique*, l'Harmattan, Paris.

<sup>15</sup> Serfati C., (1999), « Le bras armé de la mondialisation », *Les Temps Modernes*, janvier-février 2000, n° 607.

autorités militaires d'aujourd'hui combinent une insatiable demande pour de nouvelles armes et une aversion accrue pour leur utilisation. Ce n'est pas tant la globalisation que les facteurs qui l'encouragent qui fournissent le signal d'une réduction des possibilités de conflits armés internationaux<sup>16</sup>.

## II. – La globalisation, un facteur de guerre

La conception d'une mondialisation « pacificatrice » est très contestée par Labarde et Marris. La mondialisation est synonyme de guerre universelle, civile et permanente<sup>17</sup>. Pourtant, elle se présente comme un facteur de paix, fondé sur la croissance des échanges internationaux. Et qui dit échange pense discussion, concertation, coopération. Mais il existe aussi les échanges de balles ou de coups. C'est la guerre quotidienne, guerre civile généralisée, tout le monde contre tout le monde. Chacun est un petit soldat, responsable de ses propres résultats, responsable aussi de l'intérêt collectif, pion entre les mains des puissants. La mort de l'individu ne donne même plus lieu à une médaille, une marseillaise, car cette mort coûte ou rapporte, mais elle n'est jamais honorable. L'interpénétration des économies est indiscutable, mais les Etats conservent des marges de manœuvres non négligeables, voire pour les grandes puissances, considérables. Pour Jaurès, le capitalisme, c'était déjà la guerre. La mondialisation économique n'est pas un facteur régulateur, c'est de la sauvagerie. L'équilibre par les marchés est une fable, selon Debreu, Arrow ou Nash. L'équilibre est multiple ou il n'existe pas, il est instable, pas toujours à l'optimum, il ignore les instabilités. La guerre économique permet d'aligner les chiffres du commerce extérieur, largement payé par les subventions publiques (pas vrais les céréaliers ?) comme autant de petits drapeaux fichés sur les collines ennemies<sup>18</sup>. Dans cette affaire, on ne parle que de flexibilité. « Or, la guerre économique est un suicide social. Et le social, s'il ne veut pas mourir, doit tuer la guerre »<sup>19</sup>. Le communisme l'a lui-même expérimenté, avec un productivisme éloigné des besoins des hommes. L'Europe ne remet

---

<sup>16</sup> Arrow K.J., (2000), *Globalization and its Implications for International Security*, <http://www.ecaar.org/newsletter/Arrow.htm>

<sup>17</sup> Labarde P., Maris B., (1998), *Ab Dieu ! Que la guerre économique est jolie !*, Albin Michel, Paris.

<sup>18</sup> *Ibid.*, *op. cit.*, p. 20.

<sup>19</sup> *Ibid.*, *op. cit.*, p. 23.



pas en cause la mondialisation sauvage, elle y participe, en cherchant à séduire les marchés, en remettant en cause le service public et en affirmant l'absolue efficacité des marchés. L'Europe est à la remorque d'idées outre-Atlantique qui bénéficient d'abord à la plus grande puissance militaro-économique du monde. Pourtant la mondialisation n'appelle pas la citoyenneté mondiale, encore moins la citoyenneté des entreprises. Elle définit une nouvelle organisation du travail de l'entreprise capitaliste. C'est la liberté pour les possesseurs de capitaux de s'installer où et quand ils le veulent, en supportant le moins de contraintes sociales ou politiques. La mondialisation ne peut s'affirmer qu'en réduisant la protection sociale, en réduisant le collectif et les solidarités. L'Etat, c'est d'abord celui qui fait respecter l'ordre bourgeois, qui ne s'affuble pas d'idées de Providence, qui protège la propriété et les entreprises et oblige les travailleurs à respecter la discipline des marchés. La mondialisation, présentée comme un processus de création d'un supermarché mondial, n'est pas le commerce, mais l'organisation oligopolistique et cartellisée du monde. D'ailleurs, les investissements directs à l'étranger se développent considérablement, à un taux plus rapide que celui du commerce. C'est le respect de la logique financière qui prévaut. La concurrence est réduite par les alliances, les coopérations, les pactes de non-agression. L'AMI (Accord Multilatéral sur l'investissement) a été conçu par l'OCDE et le Council for International Business des Etats-Unis. Aucune règle, contrainte ou loi nationale ne peut être imposée, il limitera le droit des expropriations ou de nationalisation, soumettra les entreprises au droit international (en fait américain), réduira le rôle des Etats et donnera aux entreprises un rôle auparavant dévolu aux Nations. Sur les 100 plus grandes puissances mondiales, plus de la moitié sont des entreprises.

C'est l'asservissement de la guerre les uns contre les autres. C'est la confirmation de l'analyse marxiste du capitalisme, avec ses entreprises de plus en plus grandes, monopolistes, qui dominent toutes les activités humaines. Or, le capital a toujours été international, apatride, plus financier qu'industriel, plus spéculateur que producteur de richesses. La guerre économique pense à fragiliser, à affaiblir ou à détruire l'ennemi. Attaquons, attaquons, comme la lune. Le discours belliciste demeure et les sacrifices imposés, qui façonnent un nouveau monde dans lequel on « raserà gratis », sont expliqués par la certitude de la victoire. Tous les moyens, comme pour la vraie guerre, sont alors mobilisés. Ainsi, la flexibilité n'a pour but que de contourner la législation du travail et de réduire la protection sociale.

On associe aussi la modernité au libre-échange et à la déréglementation. L'Etat providence est devenu archaïque, au même titre que les syndicats ou le droit du travail. En fait, le système asservit d'abord, au bénéfice de quelques-uns. « La mondialisation économique est une imposture égalitaire ». <sup>20</sup>

Les bellicistes partent du postulat de base que la guerre économique est la seule manière d'assurer la production de richesses. Les entreprises doivent améliorer leur compétitivité, accroître leurs parts de marché, l'Etat étant à leur service exclusif, puisqu'il s'agit de guerre et d'économie, fonction dominante de la société marchande. C'est l'union sacrée, marquée par des morts, des blessés. Même la gauche de Bérégovoy s'est complue dans ce système. Le parti de la guerre est en charge du futur, vers ces fameux horizons radieux qui conduisirent tant de personnes à Verdun et à Dachau. Il vend le même produit sous différentes marques. La planète n'est plus un village, c'est une foire.

Les firmes multinationales sont les bénéficiaires de cette mondialisation. Leur pouvoir à l'égard des autres agents économiques s'est doublement accru : d'abord par rapport aux Etats dont ils condamnent l'activité économique, ensuite en prenant une place importante dans les décisions des organisations économiques internationales. La concurrence n'existe que pour les petites entreprises et, à leur mort, les multinationales remportent le butin. Comme la guerre, la concurrence profite aux généraux et aux marchands de canons. Elle enterre les autres.

Les pays pauvres sont bernés par la mondialisation. Ce sont les clochards du système, dont plus personne ne se préoccupe. Dans les pays développés, l'exclusion croît. Depuis 1974, la production des richesses a augmenté de 70%, alors que le nombre de chômeurs était multiplié par sept. Ne parlons pas des Rmistés, ces salauds à 2 000 francs nets qui empêchent que le Smic soit à 3000<sup>21</sup>

Ce sont les élus qui ont choisi de débrider les marchés. Les politiques ont une responsabilité écrasante, en acceptant les instruments financiers qui donnent l'occasion aux opérateurs privés de disposer de nouvelles richesses, véritable arme de la guerre financière internationale, et de soutenir les 3D. Le capital financier peut demander sa quote-part au capital industriel en toute impunité. Le capita-

---

<sup>20</sup> Labarde P., Maris B., (1998), *Ab Dieu! que la guerre économique est jolie !*, Albin Michel, Paris. p. 49

<sup>21</sup> *Ibid.*, *op. cit.*, p. 22.

lisme est totalitaire. L'Acte Unique, Maastricht, l'euro, les privatisations, des 3D, le dumping social, la détaxation relative du capital, sont bien le résultat de décisions politiques. Ils ont répondu à l'attente des marchés, au détriment de celle des travailleurs. Lorsqu'il y a des problèmes pour les riches, l'Etat est derrière. « Et derrière l'Etat, celui qui paye pour la faillite frauduleuse (4 à 500 milliards de francs) des caisses d'épargne aux Etats-Unis ou le déficit du Crédit Lyonnais en France. Alan Greenspan, Président de la Fed est venu au secours des banquiers, en refusant d'appliquer les règles définies par l'idée dominante. Ainsi, il a su ramener le taux d'escompte à zéro pour relancer la croissance, mais aussi pour sauver un système bancaire fort endetté par la spéculation immobilière et qui a pu ainsi emprunter pour rien et prêter à un taux élevé à l'Etat, celui-ci payant ainsi les errements économiques de la société.

L'OMC est au service quasi exclusif des acteurs de la mondialisation, les grandes sociétés multinationales comprises. Or, si les avantages économiques d'une mondialisation peuvent bien être importants (développement économique, meilleure répartition des ressources, essor de la démocratie), elle est aussi dangereuse quand elle est conçue comme une obligation, conduisant à respecter des règles qui conduisent à une réduction du bien-être des populations. Pour Minc, les responsables des marchés financiers ne comprennent pas toujours leurs actions, mais la résultante de celles-ci est incontournable, la meilleure situation possible pour chacun à court et à long terme. La stabilité monétaire dépend de ces opérateurs et les banquiers centraux, que l'on dit indépendants, sont en fait complètement désarmés devant cette force. L'OCDE est pour la flexibilité, contre le trop d'Etat, refuse l'assistance qui conduit à la dépendance, etc. Bref, elle est la pensée unique.

Il faut, selon Petrella<sup>22</sup>, créer une organisation mondiale du développement social, qui résulterait d'une refonte de l'OMC, du FMI, de la Banque mondiale et de l'OIT. Décentralisée, elle permettrait la signature de quatre contrats portant sur la couverture des besoins fondamentaux, la culture, la démocratie et l'environnement. Or, la solidarité entre les Etats reste faible. Dans cette dernière décennie, l'aide du CAD de l'OCDE a diminué de 20% en valeurs constantes, l'aide publique ne représentant plus que 15% des quelques 50 milliards de dollars fournis (contre 50% en 1990).

---

<sup>22</sup> Petrella R., (1996), « Pour un contrat social planétaire », in « Scenarios de la mondialisation », *Manière de voir*, n°32, novembre 1996.

L'annulation générale de la dette s'impose, notamment les 300 milliards de dollars des arriérés impayables des pays pauvres. Les remises partielles sont très faibles et politiquement peu significatives.

L'actionnariat populaire que revendique Alain Minc est le résultat des incertitudes sur l'avenir des salariés, obligés d'épargner et de tenir compte des avantages financiers accordés par l'Etat. Les actionnaires anonymes ne sont pas tous égaux, ou alors certains sont plus égaux que d'autres. Les multinationales ne sont pas contrôlées par une multitude de petits actionnaires. La « *corporate governance* » est un domaine d'étude encore mal élucidé et pour cause. Les généraux ne risquent rien. Lorsque l'entreprise fonctionne mal, on leur donne des revenus supplémentaires pour qu'ils s'en aillent. 1 % de la population française dispose de 35% de la fortune nationale. Il n'y a plus de raison d'avoir des juges intègres, des fonctionnaires incorruptibles, la marchandisation ne peut que conduire à tous les excès. Nous vivons une révolution économique fondée sur l'informatique, la robotique, les télécommunications et les biotechnologies. Elles permettent de calculer, modéliser, améliorer, complexifier, miniaturiser, économiser l'énergie. C'est le règne de l'immatériel. Celui-ci se paie par la déqualification, le chômage et l'exclusion. La sécurité sociale nous rappelle que la santé n'est pas donnée. Aux Etats-Unis, elle est un luxe, en France un instrument d'égalité. Affirmer que la sécurité sociale est trop coûteuse doit nous inciter à, nous interroger sur les services qu'elle fournit. Aux Etats-Unis, le coût d'un médecin est important, accessible aux seuls privilégiés. Faut-il envoyer les soldats à la guerre sans médecin ?

## Bibliographie

- Arrow, K.J (2000), Globalization and its implications for International security,  
[http :www.ecaar ?org/newsletter/Arrow ;htm](http://www.ecaar.org/newsletter/Arrow.htm)
- Baran, P., Sweezy, P. (1966), La capitalisme monopoliste d'Etat, Maspero, Paris.
- Boccarda, P. (1973), Etudes sur le capitalisme monopoliste d'Etat sa crise et son issue. Les Editions Sociales, Paris.
- Boukharine, N. (1915), L'économie mondiale et l'impérialisme, Anthropos, Paris, 1969.
- Boukharine, N. (1920), L'économie de la période de transition.
- Boutillier, S., Uzunidis, D. (1994), Force technologique et domination économique, l'Harmattan, Paris.
- Chatterji, M., Fontanel, J., Hattori, A. (1996), Arms spending, development and security, Ashing Publishing House, New Delhi.
- Coulomb, F. (1998), L'histoire de la pensée économique de la guerre, de la paix et de la défense, Thèse, Grenoble.
- Coulomb, F., Fontanel, J. (2003), Disarmament, A century of economic thought, Defence and Peace Economics, Taylor & Francis (Routledge)
- Fontanel, J. (1993), Economistes de la paix, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.
- Fontanel, J. (1994). The economics of disarmament: a survey. Defence and peace economics, 5(2), 87-120.
- Fontanel, J. (2002), Globalisation économique et sécurité internationale. Introduction à la géoéconomie. Collection "Côté Cours", Grenoble
- Fontanel, J (2003), Civilisation, globalisation et guerre, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.
- Fontanel, J. (2004), Géoéconomie de la globalisation, Côté Cours, Université Pierre Mendès France, Grenoble.
- Hilferding, R. (1910), Le capital financier, étude sur le développement récent du capitalisme.
- Labarde, P. Maris, B. (1998), Ah Dieu ! Que la guerre économique est jolie. Albin Michel, Paris.
- Lenine, V.O. (1916), L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, Editions sociales, 1971.
- Lénine, V.O. (1917), L'Etat et la révolution, Editions sociales, 1969, Paris
- Luxembourg, R. (1913), L'accumulation du capital, Maspero, 1967.
- Marx, K. (1860), Le capital, Bibliothèque de la Pléiade, n°204, Gallimard.
- Petrella, R. (1996), Pour un contrat social planétaire, in Scenarios de la mondialisation, Manière de voir n°38. Novembre.
- Serfati, C. (1999), Le bras armé de la mondialisation, Les Temps Modernes, janvier-février 2000, n° 607
- Smith, R. (1977), Military expenditure and capitalism, Cambridge Journal of Economics, vol A. n°1.
- Szymanski, A. (1973), Military spending and economic stagnation, American Journal of Sociology, n°3, mai.